



## ON NE DOIT PAS PERDRE SA VIE À LA GAGNER

Les impacts et conséquences de la géographie revisitée sur la vie des agents, inquiètent beaucoup les agents, ainsi que les militants qui font parfois le lien avec ce qui s'était produit à France Telecom.

**Alors que justement s'est ouvert le procès contre les dirigeants de l'époque et la personne morale de France Telecom, ce procès ne doit pas être seulement celui du passé. Il doit servir à l'avenir... « plus jamais ça !! ».**

Y-a-t-il vraiment des similitudes avec ce que les agents de la DGFIP risquent de vivre ?

A la privatisation de France Telecom, les objectifs changent et, pour y parvenir, un plan est élaboré, appelé « NexT and Act ». Le PDG réunit alors 200 cadres et leur annonce qu'il faut :

- réaliser 22 000 départs sans licenciement, sur les 110 000 que compte l'entreprise ;
- assurer la mobilité de 10 000 personnes ;
- embaucher 6 000 « nouveaux talents ».

C'est bien au nom d'une guerre économique du secteur des télécoms, d'une recherche de rentabilité financière que la catastrophe en termes de conséquences humaines qui s'en est suivie a eu lieu.

Cette politique de l'entreprise a eu pour effet de déstabiliser les personnels et de créer un climat professionnel anxiogène.

La fin justifiant les moyens, il fallait coûte que coûte réaliser le départ de milliers de fonctionnaires. Pour cela, une machinerie a été conçue pour briser les collectifs de travail. Une école de management a été créée, dont l'objectif était de former à « comment mobiliser les personnels et leur faire accepter le changement ». Dans cette école étaient repris les travaux d'une psychiatre sur le deuil en 5 étapes : le refus de comprendre, la résistance, la décompression, la résignation et pour finir l'acceptation !

L'entreprise se voyait en guerre, encerclée par la concurrence et les ennemis à abattre étaient à l'intérieur.

Ainsi, pour les fonctionnaires n'ayant pas atteint le niveau 5 de l'acceptation, s'en est suivi harcèlement, mise au placard, mobilité forcée... qui ont conduit à la suite funeste qui fit la une des journaux.

A l'époque, c'est grâce à la mobilisation des personnels et des syndicats pour imposer l'arrêt des réorganisations et l'ouverture de véritables négociations de fin de conflit que cette crise a pu prendre fin...

Le point de départ n'est pas identique la DGFIP n'est pas privatisée, même si le gouvernement et la DG souhaitent privatiser certaines missions les similitudes sur le reste sont flagrantes :

- les cadres ont été réunis
- le Ministre Darmanin a évoqué la suppression de 20 000 à 30 000 emplois sur les 103 000 que compte la DGFIP
- la géographie revisitée va engendrer une mobilité d'une grande partie des personnels
- le recours aux contractuels est prévu.

Chez France Telecom, c'est à la mise en place de ce plan que tout a commencé. Mais les dirigeants ont tout nié dès le début. Ce qui est très inquiétant, puisque les éléments de langage sont les mêmes.

Les dirigeants contestaient toute existence d'un objectif de réduction d'effectifs.

A la DGFIP, l'administration tient les mêmes propos, même si l'on sait qu'apparaît entre directeurs l'inquiétude de pouvoir le cacher encore longtemps.

Même le guide de la DGAFP de 2018 intitulé « Mener à bien la transformation d'un service » met en garde page 12 « Une insuffisance de communication peut générer des rumeurs négatives et entraîner un état d'incertitude anxiogène pour les agents. Face aux risques de rumeurs, il est préférable de privilégier une communication directe et transparente tout en respectant le dialogue social. Une communication incohérente est extrêmement déstabilisante... »

A l'instar du PDG de France Telecom qui parlait de légendes véhiculées par les tracts syndicaux, la direction générale met en cause les syndicats DGFIP, les rendant responsables de la souffrance des agents. En d'autres termes le problème ne vient pas de la réforme mais des organisations syndicales.

Alors des similitudes, il y en a ! Même un peu trop... La comparaison avec France Telecom n'est pas faite que par les syndicats ou les agents, certains directeurs la font aussi entre eux lors des réunions des états majors.

Les discours de l'administration qui se veulent rassurant, qui parlent de concertation, d'amélioration pour le service public et les agents, ne doivent duper personne. La logique est la même, faire des économies, supprimer des emplois et privatiser ce qui intéresse les investisseurs.

Les agents de la DGFIP et les organisations syndicales n'ont pas de problèmes de compréhension, bien au contraire. L'urgence pour ne pas subir le syndrome France Telecom ce n'est pas l'explication, ce n'est pas la concertation, c'est la mobilisation pour le retrait du plan du Ministre Darmanin.



**On ne doit pas perdre sa vie à la gagner...**